

Avec ces gens-là, Monsieur, on ne parle pas



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

C'est une étrange histoire qui traîne dans l'espace public depuis quelques jours. Le journaliste Jean-François Achilli, de Franceinfo, s'est vu suspendre de ses fonctions, et à ce jour, la suspension tient encore. À l'origine de cette suspension, une rumeur, lancée par *Le Monde*. Une rumeur sans preuves, une rumeur au conditionnel, une rumeur lancée par un titre de presse qui s'est ici comporté, mais n'en soyons pas trop surpris, comme un organe de délation.

Mais cette rumeur était en elle-même une accusation : Jordan Bardella aurait approché Jean-François Achilli pour le consulter à propos d'un livre pour lequel il se chercherait peut-être même un porte-plume. Achilli aurait refusé. En fait, il a refusé. Fin de l'histoire, théoriquement. Mais pas ici, apparemment. Pourquoi ? Car le simple fait que le RN se permette d'approcher Achilli voulait donc dire qu'il le jugeait acceptable. Ce qui veut dire que ce dernier, à son endroit, n'affichait pas une hostilité de tous les instants, et qu'il se contentait d'être neutre et objectif, comme l'exigerait normalement l'éthique de sa profession.

Mais c'est oublier que le RN tombe sous le coup de la loi d'exception médiatique : tout ce qui ne relève pas de l'hostilité à son endroit sera immédiatement considéré comme une forme de complicité inavouée. Qui ne conspu pas le RN à temps plein le loue. Qui ne le classe pas à l'extrême droite collabore avec lui et œuvre à sa dédabilitation. Le RN demeure certes un parti légal et a accès aux médias, au grand désarroi de ceux qui souhaiteraient l'exclure du cordon sanitaire comme on le fait en Belgique francophone, où il suffit de décréter qu'un homme ou un parti sont « trop à droite » pour être néantisés médiatiquement. Mais on ne saurait en faire un parti « comme les autres ».

C'est-à-dire qu'on ne saurait déjeuner ou dîner avec ses leaders, on ne saurait non plus se faire surprendre à rire à une blague de l'un d'entre eux - car rire avec le RN représente naturellement le premier pas vers le grand retour des heures les plus sombres de l'histoire. On ne saurait côtoyer les gens du RN sans risque : ils sont radioactifs. Porteurs du bacille de la peste brune, ils peuvent vous contaminer à n'importe quel moment.

« On comprendra dès lors le traitement réservé à Achilli : parce qu'il a traité le RN sans a priori idéologique trop visible, il fallait le punir, faire un exemple. Parce qu'il faut combattre ceux qui ne le combattent pas à temps plein. La démocratie l'exige, et la déontologie aussi »

Qui se le permet néanmoins, par on ne sait quel travers, l'expliquera en prétextant la grande enquête ethnographique, comme on a pu le lire cette semaine. L'argument du journaliste semi-audacieux prend alors la forme suivante : pour comprendre « ces gens », au moins faut-il s'en approcher, quitte à porter un masque invisible lorsqu'on se trouve dans la même pièce qu'eux, pour masquer son dégoût. Chose certaine, on ne saurait les traiter à la manière d'humains comme les autres : ce sont des humains d'extrême droite, des ambassadeurs cravatés de la bête immonde.

Mais je devine l'argument du sceptique : Franceinfo n'est-elle pas ici la gardienne de l'impartialité de ses journalistes, et de l'apparence d'impartialité exigée ? Ne devrait-elle pas exiger une stricte séparation entre les jour-

nalistes et les politiques ? Mais cet argument est spécieux. Car Jean-François Achilli, comme tous les journalistes politiques, parle au politique. Il ne le ferait pas qu'il ferait mal son travail. Certes, s'il devenait porte-plume, sans l'avouer, il contreviendrait aux règles de son métier. Et il ne l'a justement pas fait. On y revient.

Mais qu'en serait-il si on lui avait proposé de mener un livre d'entretiens avec Jordan Bardella ? Ou avec Marine Le Pen ? Ou Marion Maréchal ? Ou Eric Zemmour ? Aurait-il dû aussi le refuser par principe, même si on l'invitait à fonctionner sur le mode explicitement contradictoire ? Dans ce cas, devrait-il le refuser de la même manière un livre d'entretiens avec Jean-Luc Mélenchon, Sandrine Rousseau, François Bayrou ou Emmanuel Macron ? On devine que le scandale serait bien alors moins grand.

Ce qui nous rappelle qu'au cœur de ce scandale, qui a poussé Franceinfo à malmenier la réputation professionnelle d'un homme qui n'avait rien fait de mal, on ne trouve pas le souci d'imperméabiliser les rapports entre les journalistes et les politiques, mais la partialité idéologique qui semble insurmontable sur le service public alors qu'il est financé par tous et devrait être pour cela le moins militant de tous.

Car nous n'oublierions pas non plus que l'European Media Freedom Act, qui s'inscrit dans le plan d'action pour la démocratie européenne, exige des médias du service public qu'ils luttent « contre la montée des extrémismes ». Autrement dit, qu'ils soient mobilisés contre ce que le régime appelle l'« extrême droite ». On comprendra dès lors le traitement réservé à Achilli : parce qu'il a traité le RN sans a priori idéologique trop visible, il fallait le punir, faire un exemple. Parce qu'il faut combattre ceux qui ne le combattent pas à temps plein. La démocratie l'exige, et la déontologie aussi. ■